



COMMUNIQUE DE PRESSE

Suspension de MaPrimRenov' : artisans et conseillers tirent la sonnette d'alarme et appellent à ne pas casser une dynamique locale vertueuse

Alors que le gouvernement évoque la possibilité d'une « pause » dans les aides à la rénovation de l'habitat, la CAPEB du Lot, les conseillers France Rénov' et « Mon Accompagnateur Rénov' » de Quercy Énergies et de Soliha 46 tiennent à exprimer ensemble leur vive inquiétude. Depuis plusieurs années, nous travaillons en synergie pour permettre aux ménages de rénover leur logement dans de bonnes conditions, avec l'appui d'artisans qualifiés et d'un accompagnement de proximité. Cette chaîne locale de la rénovation fonctionne. Elle est solide. Et elle produit des résultats.

Nous partageons pleinement l'objectif de l'État de lutter contre les fraudes et les dérives constatées ces derniers mois. Nous aussi, nous constatons les dégâts causés par des plateformes commerciales opaques, par des pratiques agressives, par des rénovations mal conçues laissant souvent les ménages sans recours ni réponses pour leurs besoins d'entretien ou de dépannage après-vente. Mais la solution n'est certainement pas de suspendre ou de geler les aides, ce qui aurait pour effet direct de casser la dynamique locale, d'inquiéter les ménages, et de mettre en péril des entreprises artisanales qui jouent pourtant le jeu avec rigueur et professionnalisme.

En 2024, dans notre département, ce sont plusieurs centaines de projets qui ont été accompagnés. Ce sont des centaines de logements qui seront moins énergivores, plus confortables, et plus adaptés à la vie de leurs occupants. C'est une réussite collective mais on estime le nombre de logements encore en situation de passoires et de bouilloires énergétiques à plus de 16 000. Ce sont aussi plus de 17 000 foyers lotois qui ont besoin du chèque énergie pour assumer leurs factures.

Rappelons qu'à chaque euro d'aide publique engagé, ce sont trois à quatre euros de travaux réalisés¹. Que chaque million d'euros investi dans la rénovation énergétique crée entre 15 et 20 emplois non délocalisables². Que les aides versées reviennent en grande partie dans les caisses publiques via la TVA, les cotisations sociales, les impôts

¹ ADEME *Evaluation du dispositif « Habiter Mieux »* (2019) et France Stratégie *Les investissements nécessaires pour une France décarbonée* (2021)

² I4CE (Institut de l'Économie pour le Climat) – *Investir dans la rénovation énergétique des bâtiments*, 2021

sur les sociétés. Et que les bénéfices à long terme – en matière de santé, de cohésion territoriale, de lutte contre la précarité – sont considérables.

Ce n'est donc pas le moment de freiner. C'est le moment de consolider. Nous appelons les pouvoirs publics à renforcer les dispositifs de contrôle, à améliorer la lisibilité des aides, à simplifier les démarches pour les ménages. Et surtout, à s'appuyer sur les réseaux existants et de confiance – les artisans de terrain, les accompagnateurs agréés locaux, les collectivités engagées – qui sont les garants d'une rénovation utile, efficace, et dans l'intérêt général.

Nous en appelons aussi à la mobilisation des parlementaires, des élus locaux, des citoyens. La transition écologique ne se fera pas sans le logement. Et elle ne se fera pas sans la confiance.

Contacts presse

- CAPEB du Lot :
Frédéric COSNEAU – Secrétaire Général
- Agence Locale de l'Energie et du Climat Quercy Energies– France Rénov'46 :
Alban AUBERT – Directeur
- Soliha 46 :
Christine PIETTE - Directrice